



Parcoursup : les universités se préparent à l'arrivée de la génération « Covid » avec inquiétude

La rentrée de septembre suscite de fortes interrogations dans les établissements. Ils se préparent à accueillir des jeunes qui ont quitté les bancs du lycée le 16 mars, avec un enseignement en partie à distance. Admis, refusé, en attente... Il ne reste que quelques heures aux lycéens avant de découvrir les réponses à leurs vœux d'orientation dans l'enseignement supérieur, sur la plate-forme d'admission Parcoursup, mardi 19 mai à 17 heures.

Le confinement n'a pas bousculé la procédure, qui concerne 950 000 élèves de terminale, étudiants en réorientation et reprise d'étude. Mais les universités se préparent à l'arrivée de cette génération marquée par la crise du Covid-19 avec de nombreuses interrogations. « Parcoursup était peut-être la seule chose prête pour le Covid », résume en riant Aurelle Levasseur, enseignante-chercheuse qui a examiné 3 379 candidatures pour la licence d'Administration économique et sociale (AES) de l'université Sorbonne Paris-Nord.

Au cœur des dossiers des candidats figurent les notes obtenues au lycée, jusqu'au deuxième trimestre de terminale, qui a pu avoir lieu, avant le début du confinement. La suppression des épreuves finales du bac n'a pas posé problème non plus : ces résultats n'étaient déjà pas pris en compte dans la procédure de sélection.

Evolutions à la marge

Ici ou là, on rapporte des évolutions à la marge, comme en médecine. « Nous avons l'habitude de lire l'ensemble des lettres de motivation, rapporte Djillali Annane, doyen à Versailles. Cela n'a pas été possible cette année, alors qu'une grosse partie de nos effectifs est mobilisée sur la lutte contre la pandémie. » Un logiciel fonctionnant par « mots-clés » a remplacé l'œil humain.

Seul changement de taille : les écoles qui organisaient des concours d'entrée post-bac, comme les Sciences Po, ont remplacé leurs épreuves par une sélection sur dossier. Ainsi, 2 000 formations ont révisé dans l'urgence leur manière de sélectionner, d'après le ministère de l'enseignement supérieur, sur les 15 000 filières proposées sur la plate-forme.

« Ce maintien de la procédure dans un calendrier inchangé permet de donner un cadre commun et de la stabilité aux lycéens », soutient Jérôme Teillard, en charge du dossier Parcoursup au ministère. Et de maintenir la rentrée en septembre : les dates « ne seront pas décalées », a affirmé Frédérique Vidal, dans un entretien au Parisien le 7 mai.

L'inquiétude est néanmoins forte dans les établissements. Comment accueillir ces jeunes qui ont arrêté leur année de lycée le 16 mars ? Plus de trois mois de cours en

moins, sans lien social au lycée, pas de rite initiatique du bac, et le tout avec une rentrée qui promet d'être bousculée.

Amphis régulièrement bondés

« Nous avons demandé aux établissements de prévoir que les cours magistraux puissent être offerts à distance », a indiqué Frédérique Vidal. L'annonce n'a pas surpris grand monde, mais sa mise en musique, avec le maintien probable de règles sanitaires et de distanciation sociale strictes, promet un casse-tête dans des établissements aux amphis régulièrement bondés.

L'enseignement supérieur a encore vu croître les candidatures : 50 000 inscrits de plus cette année sur la plate-forme, qui accueille dans le même temps un millier de formations en plus. Parmi eux : 20 000 élèves de terminale supplémentaires scolarisés en France ont ainsi confirmé des vœux – ils sont 658 000 au total. « Et il y a de fortes chances de voir plus de lycéens que d'habitude décrocher le bac [avec les nouvelles modalités en contrôle continu] pointe Julien Gossa, maître de conférences à l'IUT de Strasbourg. Le taux d'éviction, jusqu'ici d'environ 10 %, pourrait être moindre... »

« La rentrée est un énorme souci pour nous », reconnaît Aurore Chaigneau, doyenne de la faculté de droit à Nanterre, où l'amphi de prérentrée accueille quelque 1 000 étudiants chaque année. Nous n'avons aucune consigne claire du ministère, il faut organiser des réunions en urgence. » Où situer la « barre » maximale d'effectifs autorisés à venir ? Quid des pratiques sportives en filière Sciences et techniques des activités physiques et sportives (Staps) ? En informatique, comment gérer des salles de travaux pratiques en permanence remplies avec des groupes qui passent sur les mêmes claviers, à moins d'un mètre de distance ? Les questions sont sans fin.

C'est une « rentrée 2020 à haut risque » avec le danger de « sacrifier une génération entière d'étudiants », alerte-t-on dans les rangs syndicaux du Snesup-FSU, où l'on appelle déjà à un effort budgétaire d'ampleur.

Des « rotations », pour respecter les règles de distanciations

A l'université Rennes-II comme ailleurs, c'est un système d'alternance entre des cours « en présentiel » et « à distance » qui est en réflexion. « Nous sommes déjà au maximum de l'utilisation de nos locaux », souligne Olivier David, président de la grande fac de sciences humaines bretonne. On ne pourra pas dédoubler nos enseignements en plus petits groupes, en termes de ressources humaines, ce n'est pas possible. » Même les travaux dirigés, logiquement en effectifs réduits, vont devoir fonctionner avec des « rotations », pour respecter les règles de distanciations, prévoit-il.

Chez les universitaires, l'injonction au « distanciel » est loin de faire l'unanimité. Doyen de la faculté de droit de Reims, Julien Boudon a fait ses calculs : entre les cours magistraux à distance, qui représentent près des deux tiers de ses enseignements, et les travaux dirigés en rotation, ses futurs étudiants de licence se retrouveraient avec moins de 20 % de cours en « présentiel »... « Je m'y refuse, c'est un non-sens pédagogique, tempête-t-il. Qu'on arrête de nous vendre cet enseignement soi-disant hybride comme une solution, c'est un leurre motivé par des considérations budgétaires,

il faut trouver d'autres solutions. Pourquoi ne pas repousser la rentrée, le temps d'apaiser les craintes ? »

C'est une population « plus fragile » qui va arriver sur les bancs universitaires, après avoir quitté le lycée en mars, pointe Françoise Lambert, du syndicat SGEN-CFDT. Le passage à l'université constitue déjà un moment difficile pour de nombreux lycéens, avec des taux d'échec importants. « Le décalage sera encore plus lourd, ça risque d'être l'hécatombe », craint l'enseignante-chercheuse à Poitiers.

Des remises à niveau

Des dispositifs pour combler les lacunes doivent être envisagés en classes préparatoires ou en BTS, avec des heures d'enseignement supplémentaires, plaide-t-on au syndicat de personnels de direction de l'éducation nationale (SNPDEN). « Les manques ne seront pas les mêmes partout », dit Philippe Vincent, à la tête du syndicat.

Dans les universités, où les effectifs étudiants sont plus fournis et les moyens financiers très contraints, l'opération promet d'être ardue. « On a déjà prévu des remises à niveau pour nos étudiants de deuxième et troisième années de licence, décrit un enseignant-chercheur. Mais il en faudrait aussi pour ces jeunes qui arriveront en première année. » Dans les disciplines scientifiques, le programme du lycée a toute son importance pour suivre ensuite à la fac.

« Chez nous, la plupart des matières, ils ne les font pas au lycée, rassure néanmoins Didier Delignières, professeur en Staps à Montpellier. Je n'ai pas d'inquiétude sur le niveau, ce ne sont pas trois mois de cours qui vont changer ce qu'ils sont, ils récupéreront sans problème. » C'est moins la question des prérequis que celle de l'acquisition de « l'autonomie », qui fait dire à son collègue Olivier Oudar, vice-président à l'université Sorbonne Paris-Nord, qu'il faudra « cibler ces néoentrants pour les accueillir en priorité »

« La rentrée se prépare maintenant, mais c'est très difficile dans un contexte où nous essayons déjà de boucler les examens de nos étudiants... » , souligne Gabriel Galvez-Behar, doyen de la faculté des humanités à Lille, qui compte 6 700 étudiants. « D'un point de vue pédagogique, les équipes seront bien sûr attentives au fait que ces bacheliers ont eu une fin d'année problématique, mais cela devra aller plus loin, dit-il. Nous vivons une crise qui est aussi morale, intellectuelle, le rôle de l'université est d'armer les étudiants dans leur réflexion. »

Camille Stromboni